

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 39 (2002)
Heft: 1504

Rubrik: Sciences

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 14.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Les effets du 11 septembre sur la recherche

Sursis pour «L'ennemi de la santé publique numéro un», la variole. La semaine dernière, l'OMS décide de retarder la destruction des derniers échantillons connus. Les deux nations en possession de stocks officiels, la Russie et les États-Unis, exigeaient leur conservation depuis toujours afin de développer de meilleurs médicaments ou vaccins en cas de retour de la maladie, éradiquée depuis 1980. Conservation contestée par les autres pays, Chine et Inde en tête, qui craignent, hélas à juste titre, qu'un pays qui possède des virus peut tout aussi bien développer une arme biologique qu'un vaccin; de sorte que la sage destruction des derniers stocks était décidée pour fin 2002. Le 11 septembre a changé cela, fait taire l'opposition à la destruction de la variole, pour miser sur la recherche et contrer une éventuelle attaque bioterroriste.

Malgré la morosité économique, le budget fédéral 2003 des États-Unis prévoit une augmentation de 16% (soit 3,7 milliards de dollars) du budget du Fonds National médical américain pour atteindre 27,3 milliards

de dollars. Le budget aura ainsi doublé en cinq ans. Pas de remise en cause de la priorité à la recherche médicale, mais fait nouveau, plus de la moitié de l'argent frais est dédiée explicitement à combattre le «bioterrorisme». Cet objectif, annoncé depuis des mois, avait d'abord présenté des aspects nauséabonds, avec des réglementations dignes du maccarthysme, auxquels les laboratoires devaient se soumettre, et manifester en réalité, l'absolu patriotisme de leurs chercheurs.

Mais aujourd'hui, les chercheurs paraissent avoir intériorisé les nouveaux développements, dont un effet positif immédiat sera sans doute la construction de laboratoires de haute sécurité sur certains campus. Par exemple, Donald Kennedy, rédacteur en chef de *Science* et ancien président de l'université de Stanford dit en substance: «La grande contribution de la science aux troubles actuels sera de considérer notre vulnérabilité aux attaques terroristes et aux désastres naturels conjointement plutôt que séparément, dans une collaboration à grande échelle

entre sciences humaines et sciences naturelles dédiée à la gestion des risques».

Selon Donna E. Shalala, ministre de la santé sous Clinton, la question critique au 21^e siècle sera de rentabiliser, en termes de sécurité sanitaire, les énormes investissements faits dans la recherche biomédicale. En particulier, par une formation conséquente au niveau local du corps médical et infirmier pour qu'il puisse détecter correctement les premiers symptômes d'agents bioterroristes.

En quelques mois, la recherche «antibioterroriste» est devenue *salonfähig*. Nul doute que la menace d'une attaque plus réelle mobilisera des cerveaux de premier plan pour deviser des stratégies de défense et de détection. Mais nul doute aussi que l'Amérique sera rapidement un pays apte à construire aussi les terribles armes de demain. Ainsi, il est plausible que l'anthrax, à l'origine de la panique en octobre dernier, provienne d'un laboratoire américain. *ge*

Source: *Science*, 25 janvier 2002.

Note de lecture

La mémoire sélective

Il est toujours dangereux de traiter l'actualité comme de l'histoire. Une affaire comme celle des fonds en déshérence, est circonscrite par deux dates: juin 1995 lorsque les premières attaques contre les banques deviennent publiques et août 1998, date de ce qu'il faut bien appeler la capitulation des deux grandes banques, puisque la somme versée, 1,25 milliard de dollars, n'a pas le moindre rapport avec une quelconque réalité historique.

Le livre d'Angelo Codevilla, professeur d'histoire à la retraite de l'université de Boston, défend une thèse, celle de la bienveillance du gouvernement américain

face à des intérêts privés, en l'occurrence ceux d'un des principaux donateurs du parti démocrate sous l'administration Clinton, soit le congrès juif mondial. Le cas de la Suisse en est ici l'illustration. L'auteur démontre qu'en définitive il n'y eut aucune décision gouvernementale, pas de remise en cause des accords de 1946, ni trace du moindre débat devant le Sénat ou le Congrès, mais la pression d'acteurs locaux, en fait exclusivement new-yorkais, qui utilisèrent la menace de non-attribution à la nouvelle banque – résultant de la fusion de l'UBS et de la SBS – de la licence leur permettant de travailler à New-York.

Naturellement l'auteur a une vision de la Suisse plus proche de celle de Maurice Zermatten que de celle de Jean Ziegler. Par ailleurs l'affaire des fonds en déshérence s'appuie sur des réalités désagréables dissimulées depuis trop longtemps sous le lisse tapis de la mémoire collective helvétique. Il n'empêche que ce livre partisan met en avant l'insondable médiocrité de nos autorités dans cette affaire, l'absence totale de la moindre stratégie, de la plus petite faculté d'anticipation.

Il risque de s'écouler beaucoup de temps avant qu'un ouvrage d'historien fasse véritablement le point sur cette crise et

en tire les leçons. Le sujet est largement tabou. L'opinion autorisée consiste à considérer que le pays a fait un salutaire exercice de mémoire grâce à l'action vertueuse des organisations juives. On parle moins de la capitulation de nos banques et quoi qu'on en dise, de la Suisse elle-même, après une campagne calamiteuse. Tout se passe comme si l'opinion avait décidé de tout oublier dès l'accord signé: fin du cauchemar, passons à autre chose. *jg*

Angelo Codevilla, *La Suisse, la guerre, les fonds en déshérence et la politique américaine*, Slatkine, Genève, 2001.